

SESSION : "TIC et développement durable au coeur du développement économique".



**TIC, Accélérateur "en temps de paix"  
Pour un passage à un développement durable  
A la "vitesse d'un temps de guerre",**

**par Raymond Van Ermen  
Partenaires Européens pour l'Environnement.**

Nous sommes face à des défis comme le changement climatique qui réclament que nous réussissions ce que nous avons échoué à faire jusqu'ici, à savoir transformer notre économie en profondeur vers un développement durable et ceci à la "*vitesse d'un temps de guerre*". La formule à la "*vitesse d'un temps de guerre*", reprise de Lester Brown dans son livre Plan B (1), a deux mérites : le premier étant de souligner l'urgence et les risques de conflits qui aujourd'hui se multiplient autour de l'énergie et de l'eau – oui il y a des risques de guerres à l'horizon ; le second étant de nous rappeler que des pays comme les USA et la Grande Bretagne ont déjà réussi ce pari incroyable - au début de la seconde guerre mondiale - : transformer en quelques mois toute une économie pour l'adapter à des urgences.

Comment pouvons nous réussir cette "conversion" de notre économie à une vitesse de temps de guerre alors même que les processus de prise de décision politique sont – lorsque l'imminence de la catastrophe ne conduit pas à une situation de "force majeure" – toujours trop lents ? C'est sans doute la chance extraordinaire que nous donne le soft power des TIC.

Joel de Rosnay nous a sans doute donné la clef (2) lorsqu'il souligne qu'avec Internet, se construit une économie par le peuple et pour le peuple. Mais saurons nous mobiliser la communauté internet et cette capacité de construire une économie par le peuple et pour le peuple autour d'une stratégie de développement durable et saurons nous le faire "à une vitesse de temps de guerre" celle que requiert les urgences dont le changement climatique ou la perte de la biodiversité ne sont que deux exemples ? C'est la question centrale que je voudrais poser aujourd'hui.

Techniquement la réponse est incontestablement oui nous en avons les moyens. Mais réussirons nous la "mobilisation" nécessaire ? L'expérience des USA nous dit que oui Internet a changé dans ce pays à la fois le marché et le débat politique. L'expérience de l'Union Européenne nous dit que oui Internet commence à changer le marché et a joué un rôle majeur dans le Non au référendum sur le traité constitutionnel en France. Mais les mêmes TIC semblent jouer un rôle marginal dans le processus de Lisbonne. Quant à la stratégie européenne du développement durable, je n'aurai pas la cruauté de faire le bilan depuis Göteborg. Il reste là à espérer que la relance de la stratégie du développement durable en Juin 2006 s'accompagnera en 2007 d'une nouvelle approche du rôle des TIC.

Je voudrais souligner une “convergence” qui nous permet de dire que nous sommes peut être à l’aube d’un moment de l’histoire européenne où nous pourrions grâce aux crises actuelles – la crise constitutionnelle, l’échec de la stratégie de Lisbonne, la crise sociale et environnementale, la montée des risques de sécurité pour l’Europe en liaison avec l’accès aux ressources, notamment l’énergie et l’eau - de réussir une véritable passage à une Europe du développement durable.

Dans toutes ces crises qui s’entremêlent, la même question centrale revient : comment “associer” les citoyens pour une “sortie de la crise par le haut”. Mais cette “association” des citoyens au processus ne doit pas se limiter au champ du politique. Il faut que les citoyens utilisent leur “second droit de vote” pour peser dans le cadre de la mondialisation. Les citoyens ont beaucoup plus de pouvoir qu’ils ne le pensent, pourvu qu’ils soient cohérents avec eux mêmes et exercent leur droit de vote monétaire. Plus ils l’utiliseront à grande échelle pour des achats et des investissements responsables, plus ils pèseront sur la sphère économique, plus ils accéléreront le passage à une société du bien être pour tous et une nouvelle économie, plus les responsables politiques – poussés par le marché – modifieront dans le bon sens et rapidement les textes des traités et des directives. Il faut créer un “cercle vertueux”, une boule de neige, en arrivant à mobiliser par internet les mêmes personnes sur les deux champs d’action le “marché” et “la politique”. Il me paraît essentiel que les “campagnes” sur Internet en soutien au développement durable mette en évidence ce double champ d’action, ce double droit de vote et associe les techniques les plus récentes en matière d’achat par internet .

Notre défi est d’offrir aux citoyens européens un nouveau rêve européen et une nouvelle vision, celle où le basculement de l’Union vers un développement durable leur apportera une sortie par le haut, une économie performante parce que nous aurons réussi la transformation de l’économie vers une gestion plus efficace des ressources et plus de services aux particuliers, une meilleure qualité de vie parce que nous aurons réussi à mieux traiter les questions “d’accès” et de santé, une plus grande paix parce qu’il y aura plus de sécurité internationale autour des questions d’énergie et d’eau, une société conviviale où chacun peut – grâce aux technologies de l’information – participer à la préparation, l’adoption, la mise en oeuvre et le monitoring d’une part des pactes entre “Etats et Citoyens” et d’autre part des “Stratégies d’entreprises pour le développement durable”.

Comment agir très pratiquement pour faire basculer l’économie vers le développement durable à la vitesse d’un temps de guerre ? C’est très certainement faire autrement que le processus de Lisbonne sur la compétitivité.

**Pour être simple et pratique, je propose que se mette en place un portail “développement durable, le double droit de vote” qui soit co-géré d’une façon tri-partite :**

- **par le Comité des Régions, l’institution européenne la plus proche des territoires,**
- **par des organisations de la société civile qui travaillent dans le domaine de l’achat et de l’investissement responsable**
- **par des organisations qui suivent les politiques d’entreprises en matière d’achats et d’investissements pour le développement durable, en ce y compris l’évolution des entreprises présentes sur le marché boursier, des fonds de pension, des banques d’investissements et des sociétés de capitaux à risque.**

Ce portail pourrait pour chacun des 7 thèmes de la stratégie européenne du développement durable, donner accès aux initiatives stratégiques tant des régions et communes que des ong et des entreprises dans le domaine des achats et investissements responsables ainsi que tous les instruments d’évaluation de la qualité de vie, de “footprint” et de performance économique et boursière attachées au développement durable. Les gestionnaires du portail et ses utilisateurs pourraient se réunir annuellement sous l’égide du Comité des Régions.

Ce portail présenterait toutes les “solutions” qui sont des “success stories” qui devraient inspirer décideurs politiques, investisseurs et acheteurs car, en tant que citoyens, nous n’avons pas à nous focaliser sur des “révolutions technologiques” à venir (la responsabilité des entreprises et des pouvoirs publics) mais sur des “innovations” qui ont déjà été expérimentées et qui doivent pouvoir passer à une masse critique, en domaine commercial on parle de passer de “niche market to mainstream market”. Ce portail pourrait très facilement, en restant sur les 7 thèmes, ouvrir aussi des débats citoyens sur les mêmes thèmes. Si un jour une Convention III est convoquée pour traiter du Pacte Social, Culturel et Environnemental dont nous avons tant besoin, le portail constituera un outil puissant.

Le Conseil Européen de Juin 2006 a invité les entreprises à donner une ambitieuse réponse à la stratégie européenne du développement durable. The Resource Efficiency Alliance organisera, très prochainement, en co-opération avec le Prince of Wales Business and Environment Programme qui cherche à rassembler les entreprises sur le thème du changement climatique une rencontre sur ce point qui devrait déboucher sur un “business roadmap for a performant economy at a wartime speed”. J’espère que les entreprises du secteur IT auront à coeur de contribuer à cette “roadmap” en participant, sous l’égide du Comité des Régions à la mise en place de ce portail.

Je voudrais terminer par une citation de Lester Brown

*We know from earlier civilizations that the lead indicators of economic decline were environmental, not economic”.Some of the early societies that were in environmental trouble were able to change their ways in time to avoid decline and collapse. The U.S. entry into World War II is a fascinating case study in rapid mobilization within a matter of months which demonstrates that a country, and indeed the world can restructure the economy quickly if it is convinced of the need to do so.*

En conclusion, nous avons besoin d’“accélérateurs” pour sauver la civilisation”. Le développement durable est, pour reprendre la formule du PDG de Miniprix en France un “accélérateur de progrès”. Les Technologies de l’information peuvent être un **levier majeur de cette stratégie d’accélération en temps de paix** si elles permettent d’adresser de façon beaucoup plus efficace le “**double droit de vote**” et font basculer les marchés comme les politiques d’investissement, d’achats des pouvoirs publics.

- (1) Plan B 2.0 Rescuing a Planet Under Stress and a Civilization in Trouble by Lester R. Brown. Ed Norton.
- (2) Joël de Rosnay, La révolte du [pron@tariat](mailto:pron@tariat). Ed. Fayard, 2006, p. 194.